

Canada pour 1926, les capitaux engagés dans l'industrie manufacturière sont de \$3,538,813,-460; la valeur nette des produits, de \$1,256,-643,901, et l'ensemble des salaires, de \$420,-269,496. La proportion des salaires à la valeur ajoutée du fait de la fabrication est de 33.4 p. 100. Lorsque le travailleur ne touche que le tiers de la plus-value qui est le fruit de son labeur, je ne m'étonne guère de ce que les autres catégories qui encaissent les deux autres tiers se réjouissent de cette grande prospérité. A combien se monte le tiers pour chaque salarié? Le salaire annuel n'est que de \$972, ou en chiffre ronds, \$81 par mois, soit \$20 par semaine. Je le demande; comment un individu peut-il, avec ce montant, subsister et mener un genre de vie convenable, et comment la prospérité peut-elle être générale au pays lorsque le pouvoir d'achat de la masse des travailleurs est faible à ce point? Je n'entends pas dire que la politique y soit pour quelque chose. Il serait ridicule de la part du chef du Gouvernement ou du chef de l'opposition de prétendre pareille chose. Nous ne pouvons voir en cela qu'une manifestation des grandes lois économiques en jeu. Il nous est venu dernièrement du bureau de recensement du département du commerce des Etats-Unis un bulletin portant sur une étude de toutes les branches de l'industrie américaine. Le bulletin fait ressortir l'allure alarmante à laquelle cette industrie se centralise; que le nombre des travailleurs va diminuant, alors que le rendement et les bénéfices des industriels vont s'augmentant dans des proportions gigantesques. On me permettra de citer un court alinéa de ce bulletin:

Les faits saillants que comportent le bulletin portent sur l'augmentation du rendement, la diminution du nombre de travailleurs salariés et l'augmentation de la force motrice.

Si nous voulons nous faire une idée de ce que signifient les salaires inférieurs pour la population en général on ne saurait mieux faire que de rappeler ce que disait l'autre jour le député de Hull à la législature provinciale de Québec. D'après les comptes rendus, il disait:

Les journaliers de Hull ne touchaient que 25 cents de l'heure ou \$2.50 par jour pour dix heures de travail, et chômaient souvent au cours de l'année; la plupart d'entre eux avaient huit, dix ou douze enfants, et bien souvent un plus grand nombre, à la maison. Comment un homme pouvait-il les faire vivre avec \$400 par année, soit tout ce qui lui restait après avoir payé sa pension et avoir contribué, même dans une faible mesure, à l'église et aux bonnes œuvres.

Hier, en parlant de l'amélioration dans la situation ouvrière au pays, le premier ministre a cité certaines paroles du premier ministre

[M. Woodsworth.]

d'Ontario qui se refusait à croire qu'il y avait du chômage dans sa province. A mon sens, le premier ministre n'était pas très juste, puisqu'il a reçu dernièrement une lettre du premier ministre Bracken de ma province du Manitoba, dans laquelle est indiqué l'état de choses très grave dû au chômage et où l'on demande au gouvernement fédéral de prendre à sa charge une partie des secours aux sans-travail. Le 14 décembre, le comité de la chambre provinciale du Manitoba, chargé de s'enquérir du chômage, écrivait ce qui suit dans son rapport:

En 1927, durant les sept premiers jours de décembre, 708 hommes ont demandé un emploi au bureau de placement, comparativement à 466, pour la période correspondante de l'an dernier. Il y a aussi augmentation du nombre de ceux qui demandent des secours de chômage à l'assistance publique de Winnipeg, 108 familles se trouvant dans ce cas le 7 décembre 1927, alors qu'il n'y en avait pas la moitié de ce nombre l'an dernier. Les employés du bureau de placement évaluent à 1,000 le nombre des ouvriers immédiatement disponibles s'ils trouvaient du travail et que ce nombre s'accroît chaque jour parce que beaucoup d'hommes viennent à Winnipeg dans l'espoir de trouver à s'employer dans l'exploitation de Flin-Flon.

Et ceci:

Le gouvernement fédéral est chargé de surveiller l'entrée des immigrants. Il semble donc raisonnable de demander que ce gouvernement défraie une partie du coût des secours rendus nécessaires par le chômage dû à l'immigration.

On nous dit qu'il y a "une augmentation substantielle du nombre des immigrants britanniques". Je désire lire un paragraphe caractéristique au sujet de l'immigrant britannique.

N'ayant ni emploi ni argent et seulement quelques vêtements usés jusqu'à la corde pour le garantir du froid mordant et de la basse température, Stanley Hornsby, jeune homme donnant comme adresse la "mère patrie", a comparu devant le tribunal de police de Saint-Boniface ce matin, sous l'accusation de vagabondage et il a demandé au magistrat de l'envoyer en prison.

Ce fait se passait le 15 décembre, le lendemain du jour où le comité provincial avait présenté son rapport sur le chômage et il indique l'importance qu'a le chômage sur la vie de nos citoyens.

Par ailleurs, le discours du trône souligne la prospérité de certaines classes de la population. Il mentionne "l'augmentation des recettes des chemins de fer". A ce sujet, je fais remarquer que le passage suivant a paru dans les journaux quotidiens:

Les directeurs du chemin de fer du Pacifique-Canadien ont décidé aujourd'hui d'offrir aux actionnaires inscrits le 19 août, à raison d'une action pour huit de celles qu'ils possèdent, \$32,-500,000 d'actions ordinaires à \$150 chacune.